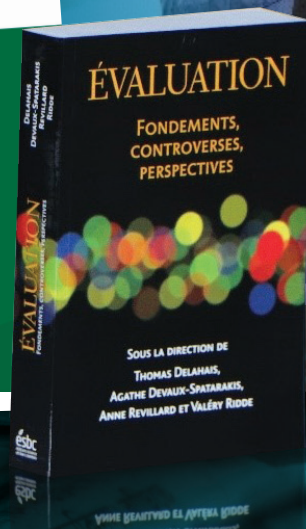


NEWSLETTER CLEAR FA #5



Formations CLEAR FA 2022: le catalogue est publié

Un programme d'excellence de formations et de renforcement de capacités, innovant, complet, spécialisé et professionnalisant pour les métiers de l'évaluation.



CLEAR FA et SENEVAL présentent un recueil libre de savoirs et textes fondamentaux en évaluation, édité à l'attention des francophones

L'ouvrage ...propose un état des savoirs fondamentaux mettant en valeur les débats qui ont agité la communauté évaluative au fil des années, ainsi que quelques textes scientifiques qui ont jalonné cette histoire.



Newsle

etter #5

AVRIL – MAI – JUIN **2022**

Actualités

CLEAR FA et SENEVAL présentent un recueil libre de savoirs et textes fondamentaux en évaluation, édité à l'attention des francophones



CLEAR Afrique francophone CLEAR FA logé au CESAG (clearfa.org), l'Association sénégalaise d'évaluation – SENEVAL (seneval.sn) et l'Association Sénégalaise des Professionnels de Santé Publique – ASPSP (sante-senegal.org) ont co-organisé une cérémonie de présentation de l'ouvrage cité en titre.

C'était au CESAG ce 14 juin 2022, en présence d'un des auteurs, Pr Valéry RIDDE, chercheur à l'Institut de Recherche et de Développement (IRD) et de) l'Institut de Santé et de Développement (ISED) de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar, entre autres.

« C'est un ouvrage collectif que j'ai coordonné avec trois autres collègues afin de rendre accessible en langue française, trente-trois (33) livres, chapitres de livres et articles, uniquement diffusés jusqu'ici qu'en anglais. L'objectif étant de faire comprendre la perspective un peu globale de l'évaluation au monde francophone ».

En effet, les pratiques, les débats et réflexions autour de l'évaluation et les enjeux liés à sa pratique en contexte de développement ne s'appuient en général que très peu sur l'état des connaissances fondamentales disponibles. Combien de fois réinvente-t-on la roue sur des questions comme les usages de l'évaluation, de certaines méthodes ou le rôle des évaluateurs et des évaluatrices ? Cette réalité est plus marquée en contexte francophone dans la mesure où les textes fondateurs sont presque toujours en anglais. Même pour la majorité des francophones qui parviennent à lire et comprendre l'anglais, il y a un grand pas à franchir quand on vient à réfléchir dans une autre langue.

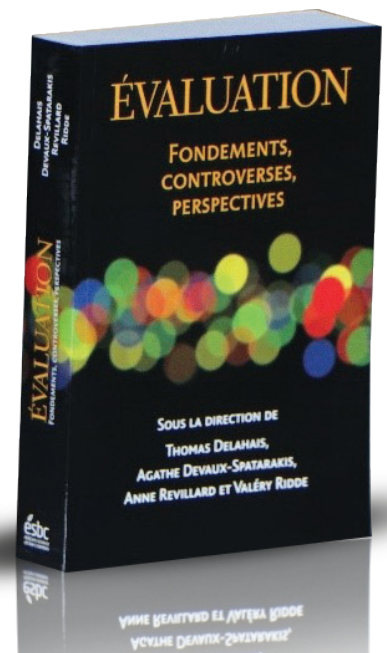
C'est partant de ce constat, que quatre (4) experts d'horizons différents se sont associés pour produire une anthologie de textes fondamentaux en évaluation traduits pour la première fois en français, intitulée : « EVALUATION : FONDEMENTS, CONTROVERSE, PERSPECTIVES ». En plus du Pr RIDDE, chercheur en santé publique, et depuis longtemps impliqué dans la diffusion de l'évaluation dans le monde francophone, présentateur du livre, il s'agit de :

- Anne REVILLARD, sociologue, et depuis 2020 directrice du Laboratoire interdisciplinaire d'évaluation des politiques publiques (LIEPP) de Sciences Po Paris ;
- Agathe DEVAUX-SPATARAKIS, Docteure en sciences politiques et associée/chercheuse d'une société coopérative ;
- et de Thomas DELAHAIS évaluateur et associé d'une société coopérative.



L'ouvrage accessible en ligne (<https://www.editions-science-et-bien-commun.org/evaluation-fondements-controverses-perspectives/>) propose un état des savoirs fondamentaux mettant en valeur les débats qui ont agité la communauté évaluative au fil des années, ainsi que quelques textes scientifiques qui ont jalonné cette histoire. Il aborde des questions récurrentes telles que : À quoi sert l'évaluation et qui évalue ? Comment juger de la valeur d'une intervention ? L'évaluation est-elle une science ? Quels sont les paradigmes qui sous-tendent l'évaluation ? etc.

Le lancement modéré par le coordonnateur – adjoint de CLEAR FA, M. Amos Menard, a été présidé par le coordonnateur de CLEAR FA, Dr Edoé Djimitri Agbodjan, en présence des présidents de SenEval et de l' ASPSP, respectivement M. Abdou Aziz Kane et Pr Adama Faye. Au-delà de l'objectif de vulgariser l'ouvrage afin qu'il contribue à relever le niveau général de la culture et de la pratique évaluative en Afrique, l'action conjointe des trois structures s'inscrit dans la perspective de susciter le débat autour des enjeux de développement de la culture et de la pratique évaluative en Afrique francophone, et singulièrement au Sénégal.



L'événement modéré par le coordonnateur adjoint de CLEAR FA, M. Amos MENARD, s'est tenu à la fois en présentiel et en virtuel par vidéo conférence. Il a permis à la centaine de participants de connaître ce recueil libre de savoirs et textes fondamentaux en évaluation édité à l'attention de la communauté évaluative francophone.

L'occasion a été saisie par M. Jérôme Agué (Jeune professionnel à CLEARFA), M. Gorgui Thiaw (SenEval) et Mahougnon Houangni (Responsable Gestion des connaissances de SenEval) d'interpeller l'auteur présent sur des aspects de l'ouvrage qui ont suscité leur intérêt ou interrogations.

Certains participants en présentiel ont eu l'opportunité de se procurer la version physique de l'ouvrage de le faire dédicacer par le Pr RIDDE lors de la séance de dédicace que les initiateurs de l'événement ont organisée au terme de la cérémonie de lancement.



«Voilà un des avantages de faire le Master CLEAR FA – CESAG en Evaluation des Politiques, Programmes et Projets (ME3P), en tant qu'étudiants, on a la chance de rencontrer des sommités du domaine du Suivi-évaluation. Surtout que ce n'est pas une première, on en a déjà rencontré plusieurs et allons encore en rencontrer d'autre. Merci au CLEAR FA, je suis vraiment satisfait », a dit M. Abdou Madjidi Diallo, Ministère de l'Economie et de la Coopération internationale du Sénégal.

« L'organisation conjointe de cet évènement par nos structures respectives constitue une opportunité pour identifier des perspectives de partenariat intéressantes à explorer dans ce contexte d'une part de partage de connaissances, d'expertises et d'expériences et, d'autre part de renforcement de capacités des membres de la communauté évaluative, notamment des jeunes évaluateurs émergents », s'est félicité M. Abdoul Aziz KANE, Président de l'Association Sénégalaise d'Évaluation (SenEval).

Évaluer l'impact différemment : Une expérience d'évaluation rapide du projet d'appui à la sécurité alimentaire en Guinée-Bissau (PASA)

SEMAINE gLOCALe D'ÉVALUATION 2022

EVOLUTION : L'ÉVOLUTION DU S&E AU 21^E SIÈCLE

WEBINAIRE

1

JUIN 2022

#gLOCAL2022

ÉVALUER L'IMPACT AUTREMENT

Une expérience d'évaluation rapide du Projet d'Appui à la sécurité Alimentaire en Guinée-Bissau (PASA)

PANELISTES

Damit Serge Didier AMANY
Economiste et analyste statistique

Dr Miché OUEDRAOGO
Spécialiste en suivi et d'évaluation

Pr Samba MBAYE
Economiste

MODERATEUR

15H00 – 16H30 GMT

clear CESAG

Contact: clear@cesag.edu.sn - +226 70 00 00 72 (WhatsApp)

138 Participants

32 Femmes

Le panel a tourné autour de trois principaux sujets notamment :

1

le défi des approches économétriques d'évaluation d'impact et l'alternative des évaluations d'impact rapide participative ;

2

l'expérience d'évaluation rapide participative du projet d'appui à la sécurité alimentaire en Guinée Bissau ;

3

les forces et faiblesses de l'approche d'évaluation d'impact rapide participative.

Il est ressorti essentiellement de ce panel que :

- les approches économétriques permettent de quantifier les effets attribuables à un programme. Cependant, elles ne permettent pas d'expliquer les mécanismes sous-jacents et les facteurs socio-culturels qui ont permis l'émergence de ces résultats ;
- les méthodes qualitatives permettent de mesurer les contributions d'un projet aux effets constatés ;
- Il est important d'associer les approches quantitatives et qualitatives (mixte) afin d'aboutir à de meilleures évaluations d'impact.

Par ailleurs, CLEAR FA a coordonné, appuyé et supervisé

30

Événements

1200

Participants

à travers l'Afrique francophone (Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Côte d'Ivoire, Guinée Conakry, Mali, Maroc, Niger, Sénégal, ...)

Le Centre les a accompagnés dans la rédaction de résumés de leurs événements. Des productions importantes dans la mesure où ils permettent le partage des connaissances tout au long de l'année, ce qui est particulièrement utile notamment pour les personnes qui n'ont pas pu assister à ces événements. CLEAR FA les consultera régulièrement pour comprendre quels sont les thèmes et les sujets les plus importants dans la communauté du S&E et pour identifier les organisateurs avec lesquels il peut collaborer pour des opportunités supplémentaires de partage des connaissances.

Ces comptes rendus seront également utilisés par le secrétariat du gLOCALe 2022 pour alimenter son rapport annuel mondial et/ou régional sur les événements de cette année.

Donc, en soumettant leurs comptes rendus, les organisateurs saisissent l'opportunité de partager des connaissances avec un public plus large en même temps qu'ils augmentent la visibilité de leurs organisations respectives.

8ème CONFERENCE ET ASSEMBLEE GENERALE ANNUELLE DE WAAPAC (Association des Commissions de Finances de l'Afrique de l'Ouest) : CLEAR FA a facilité les débats



CLEAR FA a été honoré d'apporter son appui à l'organisation de la 8^{ème} conférence de l'Association parlementaire des Commissions des finances de la CEDEAO sur le thème "rôle des parlements sur les plans de riposte et de relance post COVID". Y ont participé les Présidents et membres des commissions des finances du Ghana, Liberia, Sierra Leone, Gambie, Ouganda, Kenya, Bénin, Niger, Mali, Côte d'Ivoire, Togo.

Après cinq années de léthargie dues à des difficultés diverses, l'Association des commissions des finances des parlements des pays de l'Afrique de l'Ouest (WAAPAC- West Africa Association of Public Accounts Committees en anglais) a pu tenir, du 25 au 27 mai 2022 à Lomé, au Togo, sa 8^{ème} conférence et Assemblée Générale (AG) annuelle. Le Dr. Edoé Djimitri Agbodjan, Coordonnateur du CLEAR FA, a facilité le Conférence – débat sur le thème « Les effets, défis et opportunités liées à la crise de la covid-19 » et animé l'atelier de sensibilisation 1 sur le thème : L'évaluation des plans de riposte et de relance : enjeux, acteurs et méthodes.

CLEAR FA a également eu l'honneur non seulement de faciliter les ateliers de sensibilisation 1 (thème :) et 2 (thème :) respectivement animés par deux de ses experts : Dr Dr. Edoé Djimitri Agbodjan et M. Abdoulaye Gounou, mais également de modérer les activités suivantes :

- l'exposé des délégations sur le thème : Débat d'orientation budgétaire (DOB) et vote parlementaire en période de crise ;
- le Panel de discussion sur le thème : La mobilisation des ressources : dynamique et enjeux, animé par M. Mawussi Djossou Semodji, Président de la Commission des finances et du développement économique de l'Assemblée nationale du Togo, par M. Bambara Amina Billa, Conseiller résident en gestion des finances publiques, au Fonds monétaire international (FMI, Togo) et par Pr. Akoete Ega Agbodji de l' Université de Lomé (Togo).

Au cours de travaux de la conférence, les députés ouest-africains ont débattu des stratégies de mobilisation des ressources afin de permettre aux parlementaires d'être mieux outillés pour apprécier la dynamique des ressources de leurs Etats respectifs face à l'effet des crises actuelles qui sont la covid-19 et le conflit russo-ukrainien sur les ratios d'équilibre budgétaire, la montée des dépenses publiques et l'émergence de nouveaux enjeux en matière de financement international. De ce fait les pays doivent de plus en plus faire preuve d'ingénierie pour mobiliser les ressources nécessaires au financement de l'action de l'Etat.

Les parlementaires ouest africains membres du WAAPAC se sont aussi intéressés à leur responsabilité dans ce défi. De même, on sait que les crises actuelles ont un corollaire inflationniste qui frappe de plein fouet les populations. Les gouvernements des pays ouest-africains essaient de prendre plusieurs mesures, soit de subventions ou d'exonérations diverses pour rassurer les investisseurs face à l'incertitude et maintenir les prix à un niveau acceptable pour les consommateurs.

A noter l'élection par les délégués de l'Honorable député du Niger, Issaka Assoumane, à la présidence de la WAAPAC, pour un mandat de deux (2) ans.

L'Association des commissions des finances des parlements des pays de l'Afrique de l'Ouest (WAAPAC) a été créée à Accra au Ghana le 26 janvier 2009 où se trouve son siège. Elle compte actuellement 12 parlements membres à savoir, le Benin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, la Gambie, Le Ghana, le Libéria, le Mali, le Niger, le Nigeria, le Sénégal, la Sierra Leone et le Togo. L'Association vise à créer un réseau des commissions de Finances en vue de faciliter le partage d'expériences, l'appropriation des bonnes pratiques, d'harmoniser et de normaliser le travail parlementaire dans le domaine des finances publiques et pour participer de ce fait, à la promotion de la bonne gouvernance.



Evaluation des politiques publiques: Les parlementaires togolais formés par le CADERDT et CLEAR FA

Les députés suivent une formation depuis ce mercredi 20 avril 2022 à Lomé sur l'évaluation des politiques publiques. Cette initiative va permettre aux parlementaires d'apprécier efficacement les politiques publiques en comparant leurs résultats aux objectifs assignés et aux moyens mis en œuvre. Organisée dans le cadre du projet d'appui à la gouvernance économique (PAGE), financé par la Banque Mondiale et l'Union Européenne, ce séminaire prévu pour 3 jours est assuré par le centre autonome d'étude et de renforcement des capacités pour le développement au Togo (CADERT) et CLEAR Afrique francophone (CLEARFA).

La formation permet aux députés d'appréhender efficacement l'articulation logique entre les objectifs des politiques publiques et les choix budgétaires, de pouvoir disposer d'informations suffisantes à distiller aux citoyens dans le cadre d'un échange pluraliste, de se familiariser avec les outils et méthodes d'évaluation des politiques publiques et d'avoir entre autres des éléments d'analyse des budgets programmes. Les députés vont acquérir de nouveaux outils pour mieux exercer leur mission régalienne de contrôle de l'activité du gouvernement. La directrice du Centre Autonome d'Etude et de renforcement des Capacités pour le développement du Togo a insisté sur la nécessité pour les députés de s'armer convenablement pour apporter leur contribution pertinente à l'évaluation des politiques publiques.



En effet, le Togo à l'instar des autres pays de l'UEMOA a opté pour la gestion axée sur les résultats à travers l'adoption de la loi organique du 27 juin 2014 relative aux finances et la mise en œuvre effective du budget programme à partir de 2021. L'approche permet au pays de consolider ses performances en matière d'élaboration et de mise en œuvre des politiques publiques.

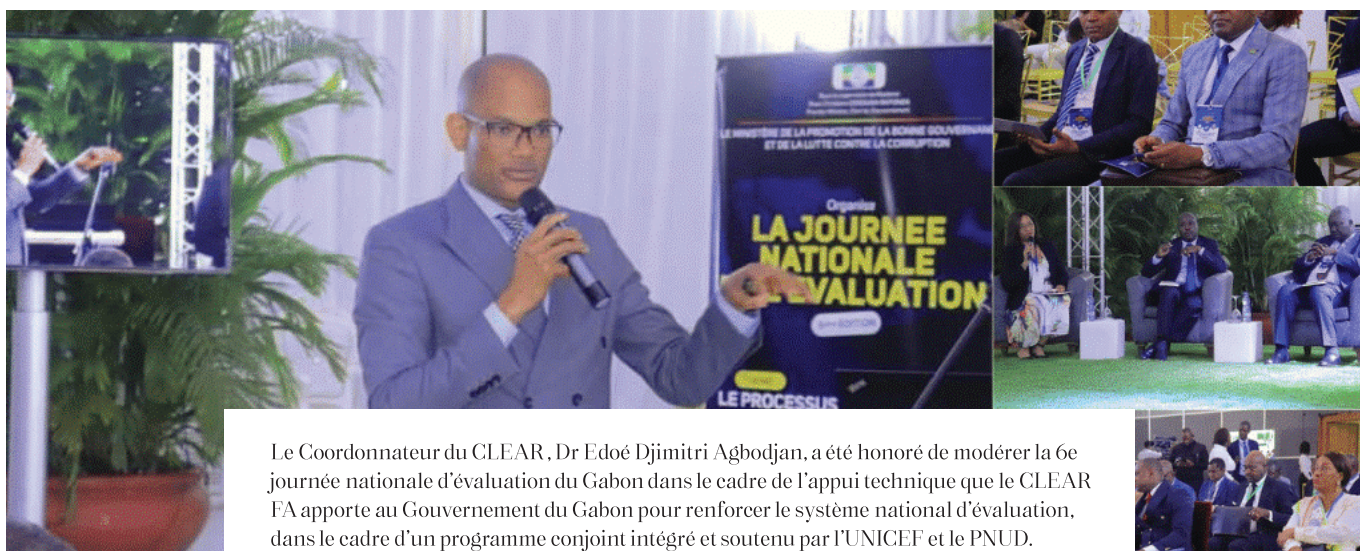
De fait, cette nouvelle logique « rend plus accessible les liens entre les objectifs de politiques publiques, les programmes et les dépenses budgétaires », a indiqué Sémondji Mawussi Djossou, président de la commission des finances et du développement économique. Il précise que « le contrôle de l'exécution du budget de l'Etat exercé par les Institutions supérieures de contrôle (ISC) notamment

l'Assemblée nationale, inclus implicitement l'évaluation des politiques publiques ».

Le président de la commission des finances et du développement économique a en outre exhorté ses collègues à l'assiduité pour tirer meilleur profit de cette formation qui vise à terme l'amélioration des connaissances des élus du peuple en matière d'élaboration et d'évaluation des politiques publiques et permet de cerner le rôle de l'évaluation dans la programmation budgétaire.

Source : www.assemblee-nationale.tg

Appui au Gabon: CLEAR FA a modéré la 6e journée nationale d'évaluation Célébrée sous le thème " processus d'élaboration de la politique nationale de l'évaluation".



Le Coordonnateur du CLEAR, Dr Edoé Djimitri Agbodjan, a été honoré de modérer la 6e journée nationale d'évaluation du Gabon dans le cadre de l'appui technique que le CLEAR FA apporte au Gouvernement du Gabon pour renforcer le système national d'évaluation, dans le cadre d'un programme conjoint intégré et soutenu par l'UNICEF et le PNUD.

En présence des parties prenantes et de tous les invités et partenaires parmi lesquels CLEAR FA dont la délégation était conduite par le DG du CESAG, Pr. Balibié Serge Auguste BAYALA, M. Nandrot MARAT-ABYLA, Directeur Général de l'Évaluation des Politiques Publiques a présenté le programme de Renforcement du Système National d'Évaluation du GABON, à travers les 5 composantes que sont:

1- La formation des points focaux;

2- Le diagnostic des capacités nationales d'évaluation;

3- L'élaboration de la politique nationale de l'évaluation;

4- L'élaboration du plan de renforcement des capacités;

5- La stratégie de mobilisation de ressource.

Retour en images avec les panels de discussion:

Thème 1: Elaboration de la politique nationale de l'évaluation: pourquoi? comment? pour qui?

Thème 2: Evaluer l'impact des interventions de développement: quels leviers pour le Gabon?

La journée a permis de mettre en place la Commission nationale pour l'élaboration de la politique nationale d'évaluation par le Ministre de la promotion de la bonne gouvernance et de la lutte contre la corruption, M. Francis Nkea, et sous l'autorité de Madame le Premier Ministre, Rose Christiane Ossouka Raponda. En plus de ce document, le programme intégré prévoit que CLEAR FA appuie l'élaboration d'un plan national de renforcement des capacités et d'une stratégie de mobilisation des ressources.

Projet de Convention de partenariat CRES - CLEAR FA/ CESAG

Sous le couvert du CESAG, représenté par son Directeur Général, le Pr. Balibié Serge Auguste BAYALA, CLEARFA a engagé les discussions avec le Consortium Pour La Recherche Economique Et Sociale (CRES), représenté par son Directeur exécutif, Professeur Abdoulaye Diagne, en vue de nouer un partenariat scientifique entre les deux (2) centres.

En effet, considérant parmi d'autres convergences, la vision partagée du CESAG et du CRES de contribuer à l'amélioration des politiques publiques en s'appuyant sur les résultats de recherche, notamment des données probantes et au renforcement des capacités des acteurs économiques et publics de l'Afrique francophone, les deux parties ont convenu d'instaurer une collaboration stratégique. L'objectif étant de concevoir et d'exécuter des actions de formation, de renforcement de capacités et de recherche dans les domaines de l'administration publique qu'elles jugent opportunes et porteuses.



Elles ont tenu une première réunion de cadrage dans les locaux du CRES, le 11 Mai 2022 à 11h. Dr Edoé Djimitri Agbodjan, Coordonnateur, accompagné de M. Amos Ménard, Coordonnateur – adjoint dirigeait la délégation de CLEAR FA -CESAG. Les discussions avec l'équipe du CRES dirigée par le Pr Diagne ont tourné autour des quelques axes de collaboration, notamment :

- la mise en place de programmes d'appui et de conseils pour évaluer l'impact de projets et programmes ;
- des activités conjointes de recherche, et de production de connaissance sur des thématiques d'actualité et d'intérêt pour les deux organisations (« ouvrages collectifs », « notes de politiques », « articles », ...);
- des activités conjointes de partage et de dissémination de connaissances;
- le développement conjoint de programmes de formation diplômante, certifiante et/ou qualifiante (« Evaluation d'impact »);
- l'échange de documents scientifiques et d'experts;
- la recherche conjointe de financement pour la réalisation d'activités communes;
- tout autre domaine jugé utile par les Parties à la réalisation de l'objectif de cet accord de partenariat.



Participation à l'atelier du MENA sur le suivi et l'évaluation

L'Initiative mondiale d'évaluation (Global Evaluation Initiative , GEI en anglais) a invité Dr Edoé Djimitri Agbodjan, coordonnateur de CLEAR FA, à participer à l'atelier de suivi et d'évaluation (S&E) du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (MENA) sur le thème "renforcement des systèmes nationaux de S&E pour améliorer la prise de décision fondée sur des données probantes".

La rencontre s'est tenue du 16 au 18 mai 2022, à Amman, Royaume hachémite de Jordanie. Elle a réuni 22 personnes représentant 12 gouvernements nationaux (Algérie, Djibouti, Égypte, Jordanie, Maroc, Oman, Qatar, Arabie saoudite, Tunisie, Émirats arabes unis, Cisjordanie et Gaza, Yémen), des représentants de la société civile, des institutions de développement multilatérales et bilatérales, des bailleurs et les organisateurs de l'événement, notamment l'équipe mondiale du GEI, le PNUD-OIE, la Banque islamique de développement (BID), le PAM, le Fonds saoudien pour le développement, la Banque arabe pour le développement économique en Afrique (BADEA) et l'UNICEF.



Les objectifs généraux étaient de donner aux participants l'occasion :

- 1 d'échanger des informations sur l'expérience de leur pays en matière d'activités de suivi et d'évaluation et sur l'utilisation de données probantes pour la prise de décision.
- 2 d'apprendre d'experts internationaux les défis et les opportunités d'institutionnaliser les pratiques de S&E et
- 3 de contribuer à l'identification des actions prioritaires et des parties prenantes/partenariats nécessaires pour faire avancer les discussions et une éventuelle collaboration future avec le GEI.

L'atelier a été organisé en 4 sessions,

qui ont permis des présentations d'experts internationaux, un exercice interactif en groupe de travail et des discussions plénières sur des sujets tels que :

- 1 les éléments clés d'un système national d'évaluation (SNE) solide ;
- 2 les défis et les d'un système national d'évaluation (SNE) solide ;
- 3 les défis et les opportunités liés à l'institutionnalisation d'une culture et d'une pratique de S&E
- 4 des approches pour promouvoir les capacités de suivi et d'évaluation au niveau national.

Les sessions d'apprentissage entre pairs ont permis aux participants d'échanger des informations sur leurs diverses expériences nationales en matière d'activités de suivi et d'évaluation. Les participants ont interagi avec des experts mondiaux et ont découvert des exemples, des défis et des opportunités pour l'institutionnalisation des pratiques de S&E et la mise en place de systèmes nationaux de S&E (NMES). Attendu pour son expertise et son expérience dans le domaine du S&E en Afrique francophone, la contribution de Dr Agbodjan pour soutenir le programme de S&E dans la région MENA a été grandement appréciée. Il a activement participé aux focus groups qui ont permis d'identifier les lacunes et les actions prioritaires en vue du renforcement collectif du S&E dans la région MENA.

L'expérience a été grandement constructive comme le prouve cette appréciation de

Leonardo Aleixo Lemes (chargé des opérations senior, IEG), qui s'adressait aux participants : « notre équipe a appris à mieux connaître les besoins des pays et les divers éléments à prendre en compte pour opérer dans une région aussi diverse. Vous avez tous été très généreux dans vos contributions, ce qui nous a donné une meilleure perspective sur la façon dont ces besoins peuvent être satisfaits. »

Ce que Dugan Fraser (Responsable de Programme, GEI) et Zaher Rebai (Directeur par intérim, Département de l'évaluation des opérations, Banque islamique de développement) ont confirmé en affirmant : « Ce n'est que le début d'un voyage que nous espérons entreprendre avec vous pour aider à renforcer les systèmes de suivi et d'évaluation (S&E) dans la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord ».

L'occasion a été saisie pour annoncer les activités/événements à venir du GEI et de ses partenaires, notamment:

- La semaine de l'évaluation (gLOCALe 2022) qui, cette année, a pour thème "EvalEvolution : Comment les innovations transforment le S&E ?".
- Une conférence sur les capacités nationales d'évaluation (CNE) dont le thème de cette année est "Des systèmes d'évaluation nationaux résilients pour un développement durable".

A noter que l'activité a été soutenue par le Groupe de l'évaluation indépendante (IEG) de la Banque mondiale.



Implémentation au Congo du programme de Master en évaluation (ME3P) de CLEAR FA – CESAG.

En marge d'une visite qu'il effectuait au Programme de formation en évaluation du développement (PIFED), Dr Miché Ouédraogo, Expert en évaluation de CLEAR, a eu l'opportunité de discuter avec @Jean Denis Kanionga à l'initiative de M. @William Mbuyamba Kalombayi, président de l'ordre des experts-comptables de la RDC.

Ces derniers ont manifesté leur intérêt à accueillir et implémenter le programme de Master en évaluation (ME3P) du CLEAR FA – CESAG en République démocratique du Congo.

En effet, le Conseil Permanent de la Comptabilité au Congo (CPCC), organe spécialisé du ministère des Finances qui a notamment dans ses attributions le mandat d'assurer la formation en matières comptables, économiques et connexes, dispose des infrastructures et capacités nécessaires le fondant à prétendre travailler avec CLEAR FA dans l'organisation de ce cursus de formation.



De plus, le CPCC justifie d'une bonne expérience dans ce type de collaboration Car, il est actuellement en convention qui dure depuis avec le Conservatoire Français des Arts et Métiers par l'INTEC avec lequel il travaille pour l'organisation des formations diplômantes de celui-ci.

Le CPCC estime donc que toutes les conditions sont réunies pour cette expérience avec le Centre connaisse un franc succès, surtout que la demande de formation en la matière est manifeste et solvable. S'y ajoute les opportunités de partage d'expériences avec un pays qui se trouve engagé dans plusieurs programmes avec les bailleurs bilatéraux, multilatéraux et divers.

L'ouvrage « Utilisation de données probantes dans les politiques et dans la pratique : Leçons d'Afrique » présenté au Directeur général du CESAG



Faisant suite aux recommandations de l'atelier de lancement de l'ouvrage « Utilisation de données probantes dans les politiques et dans la pratique : Leçons d'Afrique » le 30 mars 2022 à 15h, à la salle Amadou Aly DIENG de l'[L'Harmattan Sénégal](#), CLEAR FA a disséminé les exemplaires de l'ouvrage à travers son réseau de partenaires en Afrique francophone. Le processus a commencé par une présentation de l'ouvrage au Directeur général du CESAG, Pr Balibié Serge Auguste Bayala, par le coordonnateur de CLEARFA. Après lui avoir fait l'économie de son contenu, Dr Agbodjan a informé le DG sur les conclusions de l'atelier de lancement. Ce dernier s'est félicité de l'initiative et l'a encouragé en a faire une large diffusion dans tout l'espace francophone de l'Afrique.

Programme de stage: Demande d'accompagnement pour la mise en place d'un Stage de Suivi, Evaluation, Redevabilité et Apprentissage (SERA) pour les Jeunes Evaluateurs-trices Emergents-tes (JEEs).

Ar-mel a sollicité CLEARFA pour la mise en place d'un projet de stage en S&E en ligne à l'endroit des évaluateurs émergents.

L'idée est de mettre en place une plateforme virtuelle qui favorisera la mise en place du programme

Ce stage à distance vise à contribuer à rendre plus accessible les différentes opportunités de renforcement de capacités offertes aux JEEs par CLEAR FA, par Oversees Advising Group (OAG), les Voluntary Organizations for Professional Evaluation (VOPEs) et autres structures en Afrique.

Au-delà des notions théoriques, ce stage devrait également constituer un tremplin pour la professionnalisation et le renforcement des compétences des JEEs en SERA, en leur offrant, entre autres opportunités, une chance de travailler avec les Experts de ces organisations et d'AR-MEL sur différentes missions en cours de réalisation.



L'implication de CLEAR FA est particulière attendue pour améliorer la qualité intellectuelle du contenu et du processus de mise en oeuvre du stage à distance, à travers plusieurs options :

- un soutien institutionnel et scientifique de CLEAR-FA (participation de CLEAR FA à la cérémonie de lancement cosignature de l'attestation de, participation, revue et validation de différents supports didactiques, animation de formation, facilitation d'un Master class) ;
- Animation par un Expert du CLEARFA d'une session de formation en ligne sur le SERA.;
- la promotion du stage via les réseaux sociaux et le site web de CLEARFA ;
- Soutien logistique du CLEAR-FA (mise à disposition de plateformes de vidéo conférence).

ar-mel (action research, monitoring evaluation and learning) est une plateforme collaborative dirigée par des jeunes engagés pour la production et l'exploitation de données probantes en vue de la prise de décisions éclairées des organisations (ONG et OSC, entités publiques et privées, agences de développement.). Portés par l'innovation, l'audace et la créativité, nous offrons des services durables à nos partenaires. Notre équipe est composée de professionnels chevronnés et dévoués, de jeunes experts pluridisciplinaires, des universitaires et praticiens.



« Nous souhaitons matérialiser notre engagement pour la promotion, l'implication et la responsabilisation significative de la jeunesse et des jeunes évaluateurs dans l'évaluation, c'est pourquoi nous avons initié ce programme gratuit de stage professionnel à distance en SERA au profit des JEEs, en collaboration avec notre partenaire OAG. Nous nous sommes rapprochés de CLEAR FA pour un apprentissage et la réussite de cette première édition du stage à distance, car ce Centre est un acteur principal et incontournable dans le domaine du suivi et évaluation en Afrique Francophone. L'impact de ses actions en faveur du développement des JEEs n'est plus à démontrer. »



Armel H. Oguniyi,
Fondateur de ar-mel.

Evaluation des politiques publiques: Les parlementaires togolais formés par le CADERDT et CLEAR FA



A l'initiative de l'Assemblée Nationale du Togo, le Centre Autonome d'Etudes et de Renforcement des Capacités pour le Développement au Togo (CADERDT) et son partenaire stratégique CLEAR FA, ont assuré la formation des honorables députés sur le thème de l'évaluation des politiques publiques du 20 au 22 avril 2022 à l'hôtel 2 Février.

Les députés ont suivi une formation de trois (3) jours sur l'évaluation des politiques publiques animée par des experts parmi lesquels Dr Edoé Djimitri Agbodjan, coordonnateur de CLEARFA. Cette initiative a permis aux parlementaires d'apprécier efficacement les politiques publiques en comparant leurs résultats aux objectifs assignés et aux moyens mis en œuvre. Organisée dans le cadre du projet d'appui à la gouvernance économique (PAGE), financé par la Banque Mondiale et l'Union Européenne, ce séminaire prévu pour 3 jours est assuré par les experts du CADERT et le coordonnateur de CLEAR Afrique francophone (CLEAR FA), Dr Edoé Djimitri Agbodjan.

Les parlementaires comprennent mieux l'articulation logique entre les objectifs des politiques publiques et les choix budgétaires. Ils se sont familiarisés avec les outils et méthodes d'évaluation des politiques publiques et les éléments d'analyse des budgets programmes. Ils ont acquis de nouveaux outils pour mieux exercer leur mission régaliennne de contrôle de l'activité du gouvernement.

La directrice du Centre Autonome d'Etude et de renforcement des Capacités pour le développement du Togo a insisté sur la nécessité pour les députés de renforcer leurs capacités pour apporter leur contribution pertinente à l'évaluation des politiques publiques.

En effet, le Togo à l'instar des autres pays de l'UEMOA a opté pour la gestion axée sur les résultats à travers l'adoption de la loi organique du 27 juin 2014 relative aux finances et la mise en œuvre effective du budget programme à partir de 2021. L'approche permet au pays de consolider ses performances en matière d'élaboration et de mise en œuvre des politiques publiques.

De fait, cette nouvelle logique « rend plus accessible les liens entre les objectifs de politiques publiques, les programmes et les dépenses budgétaires », a indiqué Sémondji Mawussi Djossou, président de la commission des Finances et du Développement économique. Il précise que « le contrôle de l'exécution du budget de l'Etat exercé par les Institutions supérieures de contrôle (ISC) notamment l'Assemblée nationale, inclut implicitement l'évaluation des politiques publiques ».

Le président de la commission des finances et du développement économique avait auparavant, exhorté ses collègues à l'assiduité pour tirer meilleur profit de cette formation qui « vise à terme l'amélioration des connaissances des élus du peuple en matière d'élaboration et d'évaluation des politiques publiques et permet de cerner le rôle de l'évaluation dans la programmation budgétaire ».

Participation à l'Atelier de restitution des résultats du projet de recherche « Prévenir et réduire l'ampleur des maladies non transmissibles par une alimentation saine au Sénégal. »

Dans la foulée de l'atelier de lancement de l'ouvrage « Utilisation de données probantes dans les politiques et dans la pratique : Leçon d'Afrique » co-organisé le 30 mars 2022, le CRES a invité CLEARFA à participer, le 1er juillet 2022, à l'Atelier de restitution des résultats de son projet de recherche « Prévenir et réduire l'ampleur des maladies non transmissibles par une alimentation saine au Sénégal. »

Ce projet financé à hauteur de 300 millions de FCFA, par le Centre de recherches pour le développement international (CRDI) a produit des résultats alarmants.

En effet, les chercheurs (économistes, nutritionnistes et sociologues) ont découvert qu'en 2015, alors que le retard de croissance (malnutrition chronique) frappait 21% des enfants, l'émaciation (malnutrition aigüe) et l'insuffisance pondérale touchait respectivement 8% et 16% des enfants du même groupe d'âge.

Par ailleurs, les carences en micronutriments d'origine alimentaire persistent encore à des taux élevés, plus particulièrement, l'anémie par carence en fer. La carence en vitamine A chez les enfants de moins de cinq ans, se situe à plus de 66% en 2015.

Partant de ces constats, l'atelier qui a réuni regroupera des spécialistes de différentes disciplines, des experts de l'administration sénégalaise, des spécialistes en alimentation, des acteurs de la société civile et du secteur privé, des médecins a fait deux recommandations majeures :



Le Sénégal doit renforcer la lutte contre la sous-alimentation



faire reculer fortement la prévalence des facteurs de risque des MNT imputables au système alimentaire.

Une étude consacrée aux habitudes alimentaires des Sénégalais sera menée sur le plan national afin de produire une masse critique de données probantes sur les facteurs de risque des MNT attribuables au système alimentaire sénégalais et, sur la base de ces évidences, appuyer la définition de politiques publiques pour un accès universel à une alimentation saine.

Appui au Congo : Une feuille de route de l'appui de CLEAR pour instaurer la culture et de la pratique du S&E au sein de l'administration publique congolaise.

En dépit des progrès remarquables enregistrés par le Congo en matière d'institutionnalisation de l'évaluation, l'impact de celle-ci sur l'efficacité et l'efficience des politiques publiques demeure très faible en raison des contraintes techniques, financières et humaines. Les difficultés sont encore nombreuses :

↓ le dispositif institutionnel de suivi et évaluation n'a pas été opérationnel (Revue du PND 2012-2016)

↓ la coordination des différents acteurs intervenant dans le suivi et l'évaluation du PND est faible ;

↓ les textes d'application de la loi d'orientation de la performance de l'action publique ne sont pas encore disponibles ;

↓ les contraintes de financement n'ont pas permis la collecte des données statistiques nécessaires pour la réalisation des évaluations des programmes et des projets prévus dans le PND

↓ La part du budget de l'Etat allouée à l'évaluation étant très faible où nulle ;

↓ dans la majorité des ministères, l'évaluation des politiques publiques, des programmes et projets de développement fortement dépendante de l'appui technique et financier des PTF, n'a pas été régulière ou systématique ;

↓ la territorialisation de l'évaluation des politiques publiques est faible

↓ L'accès, l'utilisation et la gestion des connaissances générées par les évaluations pour la prise de décisions, l'apprentissage collectif et l'élaboration de nouvelles politiques requièrent une amélioration significative dans la plupart des ministères ;

↓ le débat citoyen est très peu alimenté par les résultats, les conclusions et les leçons apprises des évaluations des politiques publiques, des programmes et projets de développement ;

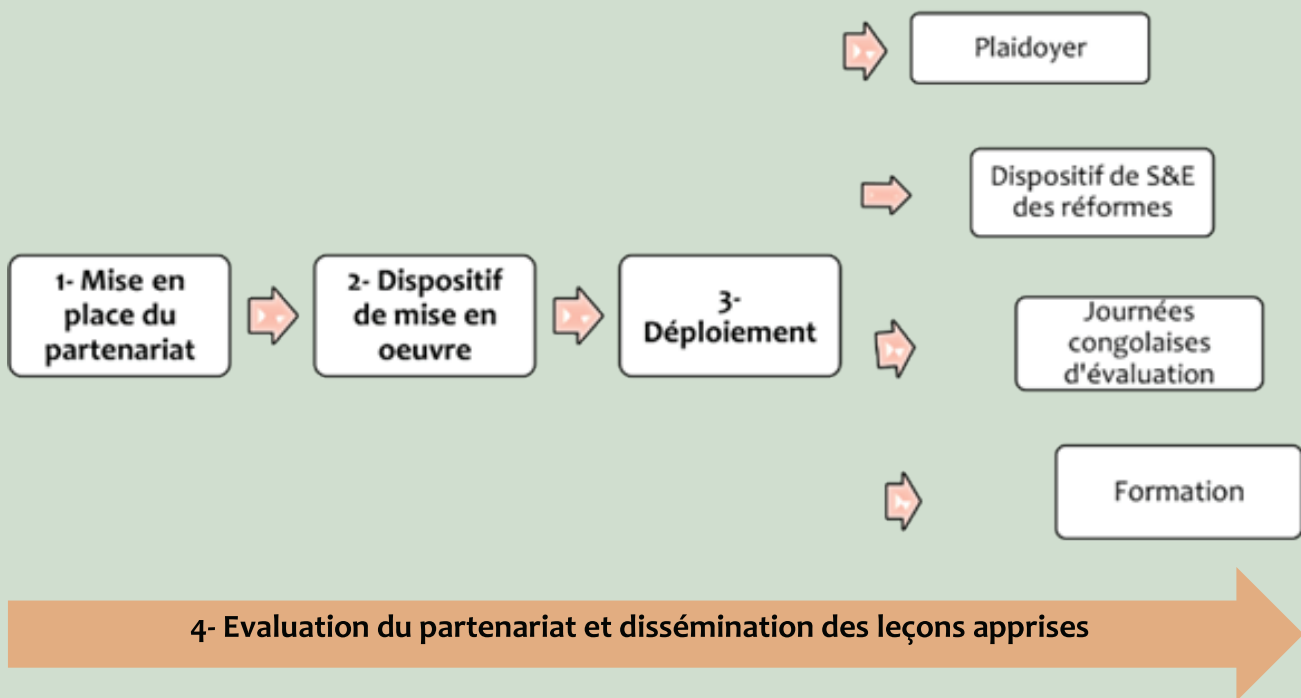
↓ la participation citoyenne est également faible L'évaluation des politiques publiques, des programmes et projets de développement requiert encore des efforts considérables pour répondre à la demande croissante des citoyennes et des citoyens haïtiens qui revendiquent la transparence, l'efficacité et l'efficience dans la gestion des affaires publiques et la redevabilité des gestionnaires publics. .

Toutes ces insuffisances révèlent la nécessité d'une politique nationale d'évaluation et empêchent par ailleurs, de respecter les engagements internationaux et régionaux en matière de suivi et d'évaluation des politiques, des programmes et des projets demeure un défi majeur pour le pays¹.

¹ Cf. MIKAYOULOU, D, "L'institutionnalisation de l'évaluation des politiques publiques au Congo : Ou en est-on ?" Working paper

Pour relever ces défis, le suivi et l'évaluation ont été inscrits parmi les priorités du programme d'action gouvernemental (PAG). C'est dans ce contexte qu'il faut inscrire l'atelier organisé les 16 et 17 février 2022 par le ministre délégué auprès du Premier ministre du Congo, chargé de la réforme de l'Etat. Il en a découlé une ambitieuse feuille de route autour de laquelle, le ministre voudrait mobiliser l'appui et la participation active de l'ensemble des parties prenantes clés et acteurs de développement du pays, pour relever le défi de la modernisation de l'Etat.

Grâce à la facilitation de l'Association congolaise d'Evaluation (ACE), le ministère a saisi CLEARFA afin que le Centre fournisse un appui à "la promotion de la culture du résultat et de la prise de décision basée sur les évidences" et à "l'institutionnalisation du S&E au sein de l'administration publique" du Congo.



Etapes de mise en œuvre du mandat

Pour la mise en œuvre du mandat, des concertations doivent être poursuivies entre CLEARFA, le Ministère délégué auprès du Premier ministre, chargé de la réforme de l'Etat, et l'Association Congolaise d'Evaluation (ACE) pour affiner davantage et harmoniser les attentes et mieux cerner les principaux enjeux et contours des actions à mener.

Ces concertations seront sanctionnées par une convention de partenariat entre CLEARFA, le Ministère et l'ACE.

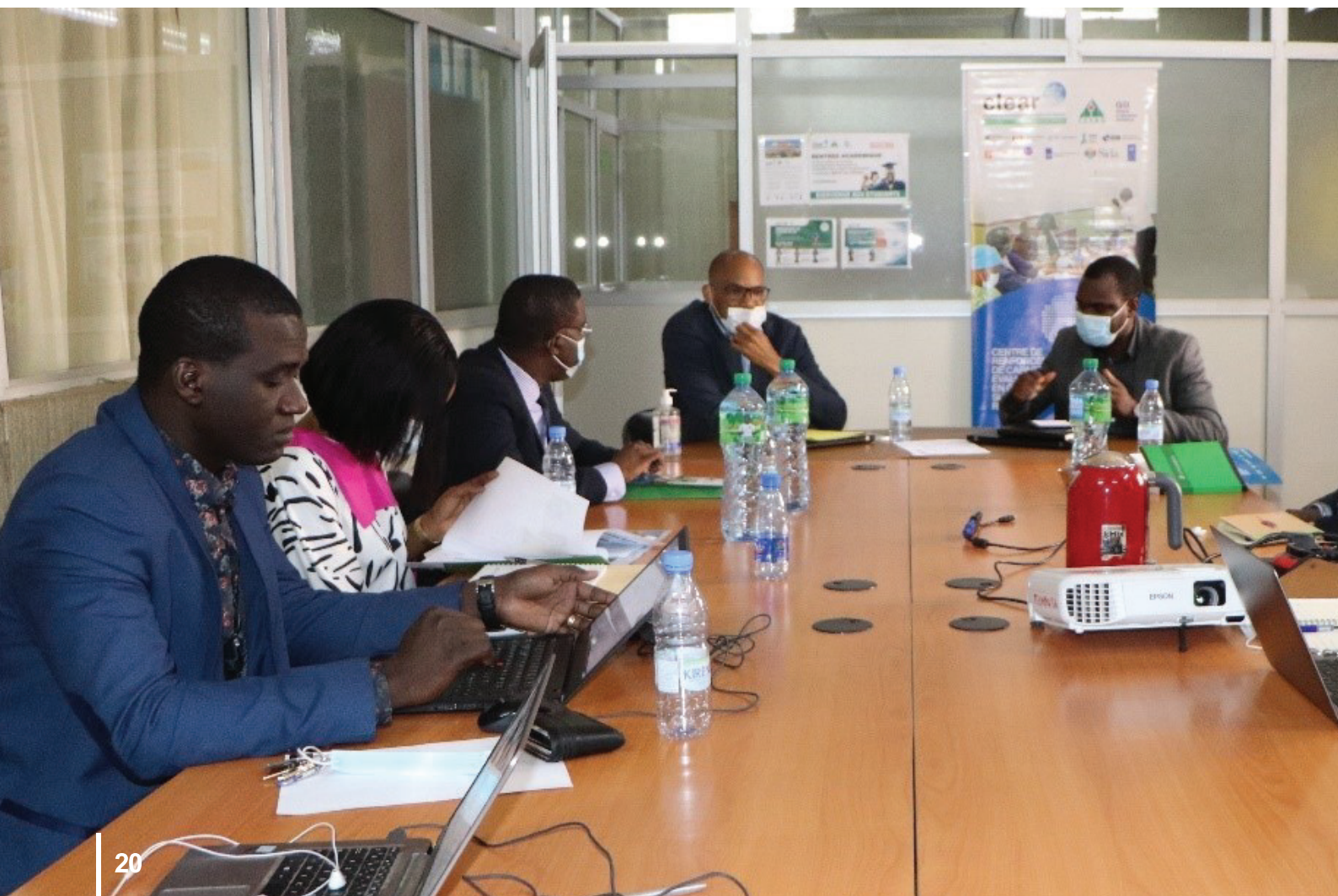
Rapport provisoire de l'évaluation participative d'impact rapide du projet d'appui à la compagnie nationale d'assurance agricole du Sénégal pour la mise en place d'un produit d'assurance récolte des cultures coton et maïs (PA-CNAAS)

Dans le cadre de son programme d'assurance récolte promu dans les pays de l'UEMOA, la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) a prévu un Projet d'Appui à la Compagnie Nationale d'Assurance Agricole du Sénégal (PA-CNAAS). Lancé en 2016 et pour une durée de 2 ans, le projet devait être achevé en 2018. En 2022, il est toujours en cours d'exécution. Il convient dès lors de mener un certain nombre d'actions visant à faire une évaluation de la situation actuelle.

Partant de ce constat et dans l'objectif de tirer des enseignements des avancées déjà opérées en dépit du non-achèvement du projet, le Domaine de l'évaluation rétrospective des Projets (DERP) a jugé nécessaire de mener une évaluation d'impact rapide du projet en cours. Afin d'avoir une évaluation indépendante, la BOAD a décidé de faire appel au Center for Learning on Evaluation and Results Francophone Africa (CLEAR FA), centre d'expertise en la matière avec qui elle a une collaboration depuis 2021.

Il s'agit d'une évaluation rapide participative qui, vise, dans un intervalle de temps réduit, à mettre à la disposition de la BOAD et des parties prenantes, une appréciation de la mise en œuvre du projet et de ses effets, en suivant une démarche participative et inclusive.

Ce rapport présente les résultats de cette évaluation participative du PA-CNAAS. Elle a été mise en œuvre de mars à juillet 2022, comprenant une période de visite de terrain qui s'est déroulée du 30 mars au 15 avril 2022. La mission de terrain a été réalisée par une équipe conjointe du CLEAR FA, de la BOAD et de la CNAAS.



Cela s'explique par un manque de structuration du secteur du maïs contrairement au secteur du coton. Des études de structuration doivent donc être faites afin d'aboutir à des propositions pour la mise en œuvre du produit d'assurance maïs. Les résultats relatifs au produit d'assurance coton ont été atteints notamment en termes du nombre de personnes assurées (97,61%), du montant de crédits octroyés (87%) et le nombre de femmes assurées (148%). Cependant, les résultats en termes de couverture des zones agricole en pluviomètre restent à améliorer. Ceci a été compromis par le retard des paiements des subventions dues par l'État. Un épurement est donc nécessaire afin de renforcer la capacité financière de la CNAAS pour mieux couvrir les zones agricoles et par conséquent assurer une meilleure estimation des indices.

Du point de vue de son efficacité, le projet a été moins efficace du point de vue de délais de sa mise en œuvre. En effet prévu pour durer deux (2) ans (2016-2018) dans sa phase pilote, il est toujours en cours en raison du retard de démarrage. En dépit de la non-maîtrise des procédures de la BOAD qui a entraîné des retards de décaissement, son appui institutionnel à travers un suivi de la gestion des ressources a contribué à la bonne utilisation des ressources allouées. De plus les primes proposées par la CNAAS

demeurent compétitives, cela témoigne de la rationalité dans l'utilisation des ressources et donc de l'efficacité du point de vue des dépenses. Globalement, le projet a été efficace nonobstant les difficultés rencontrées en matière de procédures de la BOAD et de décaissement de la subvention de l'État. Les différentes parties prenantes doivent donc travailler en synergie pour faire fonctionner le comité de pilotage et éviter les asymétries d'information, sources des retards de la mise en œuvre.

Le projet a eu un impact très positif sur les producteurs agricoles. En effet, il a permis non seulement d'augmenter les crédits agricoles en apportant une garantie aux producteurs de coton, mais aussi à diminuer leur vulnérabilité en assurant les risques liés aux aléas climatiques. Tout cela a contribué à augmenter leurs superficies, le rendement et par conséquent la productivité. L'augmentation des revenus, effets conjugués de ces dernières, a permis d'une part de rembourser les crédits d'intrants contractés auprès des institutions financières (LBA) et d'autre part de faire face à leurs besoins sociaux. De même, grâce aux indemnités que l'assurance paye en cas de sinistre, ils ne sont plus obligés de vendre leurs biens pour rembourser les dettes.

L'appropriation du projet aussi bien par les producteurs que par les autres parties témoigne de son importance et se reflète par l'engouement des producteurs de coton et la volonté de certains d'entre eux à payer des primes plus élevées que ce qui est pratiqué, si l'État venait à se retirer.

Au regard des effets de la crise de la covid-19 et de la guerre russo-ukrainienne qui remettent à jour la question de la sécurité alimentaire, de la résilience et de l'autonomie de nos économies ouest-africaines, alors que nos producteurs doivent faire face à l'exacerbation des risques environnementaux, le PA-CNAAS offre une réelle opportunité de capitalisation pour la sous-région ouest-africaine. En effet, les acquis du projet montrent que la mise en place d'un dispositif fonctionnel d'assurance agricole est possible et peut être économiquement et socialement efficace, dans des conditions bien définies.

Il convient donc qu'une réflexion soit engagée autour des résultats de la présente évaluation pour que cette expérience probante de la CNAAS serve à consolider les efforts en cours dans les autres pays membres de l'UEMOA pour que la région dispose de mécanismes d'assurance agricole viables et porteurs de changements pour les populations.



Ressources humaines

Recrutement d'un Associé de recherche / Associé de recherche junior

Le renforcement des capacités des évaluateurs jeunes et émergents (YEE) prend de plus en plus d'importance. La constitution d'un cadre de développement d'évaluateurs et de spécialistes du suivi bien qualifiés est nécessaire pour répondre à la demande croissante d'un meilleur suivi et évaluation des projets et programmes. Bien que l'offre de formations et de cours universitaires ait en partie répondu à cela en proposant des cours de S&E (en particulier sur l'évaluation) ou en incluant le thème de l'évaluation dans des cours de sciences politiques et connexes, il reste nécessaire de répondre à la demande d'expérience pratique pour mettre en œuvre des activités de S&E, de planification, de conception, de mise en œuvre, de diffusion et d'utilisation des évaluations. Ceci est particulièrement important étant donné que la première expérience pratique représente un point d'entrée sur le marché du travail « M&E » et contribue à la mise en réseau des YEE. La formation pratique est un élément essentiel du développement professionnel dans n'importe quel domaine, car elle offre aux étudiants l'occasion de s'immerger dans le domaine de leur choix et de perfectionner des compétences appréciées par les employeurs du domaine. Grâce à l'apprentissage par la pratique, ils interagissent avec des professionnels qui travaillent dans le domaine depuis des années et bénéficient de leur mentorat professionnel. L'apprentissage transformationnel (centralité de l'apprenant) est essentiel non seulement pour acquérir des compétences techniques/professionnelles, mais également des compétences non techniques transversales, telles que la capacité de travailler en équipe, la compréhension des besoins de l'entreprise et des attentes du lieu de travail, et l'accès à un réseau professionnel.

GEI
Global
Evaluation
Initiative



**Appel à candidatures
pour le recrutement
d'un associé de recherche
de recherche junior**

L'exposition à des problèmes du monde réel offre aux étudiants l'occasion non seulement d'appliquer les connaissances acquises en classe, mais également d'acquérir des connaissances et des idées interfonctionnelles pour créer des solutions durables. L'expérience pratique est également essentielle pour que les YEE puissent prendre des décisions concernant leurs objectifs de carrière à long terme.

L'Initiative mondiale d'évaluation (GEI) est un partenariat mondial inclusif engagé dans le développement de cadres et de capacités de suivi et d'évaluation (S&E) durables et propres aux pays afin de promouvoir l'utilisation de données probantes dans la prise de décision publique, d'améliorer la responsabilisation et d'obtenir de meilleurs résultats.

Le programme d'apprentissage pratique du GEI pour les YEE est un stage de 6 mois destiné aux jeunes professionnels qui souhaitent poursuivre une carrière dans le suivi et l'évaluation, acquérir une expérience de travail pertinente et bénéficier d'opportunités d'apprentissage plus larges et de réseaux professionnels à travers le réseau GEI.

Le programme vise à fournir aux jeunes évaluateurs émergents l'occasion de renforcer leurs compétences pratiques en matière de S&E et leurs compétences non techniques par le biais d'un apprentissage pratique (formation sur le tas) et d'un mentorat, ainsi que d'élargir leurs réseaux professionnels. Cette expérience permettra aux YEE de mieux se positionner lors de leur entrée sur le marché du travail. GEI Hub soutiendra la contractualisation et la nomination de jeunes évaluateurs émergents en tant qu'associé de recherche junior/associé de recherche, fournira un financement et soutiendra les centres pour élargir le partage des connaissances et les opportunités de réseautage pour eux à travers le réseau GEI.

Le GEI, en consultation avec l'équipe de travail GEI sur la question, examinera les résultats du programme pilote. Les leçons tirées du projet pilote éclaireront la prochaine phase du programme d'apprentissage pratique qui sera lancé en 2023.

L'appel à candidatures a été clôturé le 19 juin 2022, au total (176) candidatures ont été réceptionnées par un jury de sélection composé présidé par Dr. Alassane OUATTARA, Chef de Département CESAG Recherche et composé de 3 membres : Dr. Miché OUEDRAOGO, Consultant CLEAR FA et Banque Mondiale, M. Pascal Kablan KACOU, Consultant CLEAR FA et M. Gérard Thierry KOUKOU, Jeune professionnel à CLEAR FA, Membre.

Partant de ce constat et dans l'objectif de tirer des enseignements des avancées déjà opérées en dépit du non-achèvement du projet, le Domaine de l'évaluation rétrospective des Projets (DERP) a jugé nécessaire de mener une évaluation d'impact rapide du projet en cours. Afin d'avoir une évaluation indépendante, la BOAD a décidé de faire appel au Center for Learning on Evaluation and Results Francophone Africa (CLEAR FA), centre d'expertise en la matière avec qui elle a une collaboration depuis 2021.

Il s'agit d'une évaluation rapide participative qui, vise, dans un intervalle de temps réduit, à mettre à la disposition de la BOAD et des parties prenantes, une appréciation de la mise en œuvre du projet et de ses effets, en suivant une démarche participative et inclusive.

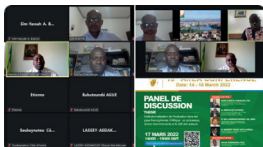
Ce rapport présente les résultats de cette évaluation participative du PA-CNAAS. Elle a été mise en œuvre de mars à juillet 2022, comprenant une période de visite de terrain qui s'est déroulée du 30 mars au 15 avril 2022. La mission de terrain a été réalisée par une équipe conjointe du CLEAR FA, de la BOAD et de la CNAAS.

clôture d'un projet de recherche/associé junior

Publications

Note d'apprentissage pour le panel de CLEAR FA lors de la 10ème conférence d'Afréa

PANEL DE DISCUSSION



Institutionnalisation de l'évaluation dans les pays francophones d'Afrique: un processus, divers cheminements et le défi des acteurs

10ème conférence de l'AFREA, du 17 mars 2022
14h00 - 15h00 GMT

Objectif du panel

Ce panel de discussion a été organisé par CLEAR FA lors de la 10ème conférence de l'AFREA qui s'est déroulée du 14 au 18 mars 2022. Depuis plusieurs années, CLEAR FA accompagne les pays francophones d'Afrique dans leur processus d'institutionnalisation du suivi-évaluation. Si la finalité reste un système national d'évaluation fort, efficace et utile à la prise de décision, l'expérience de CLEAR FA révèle que le processus diffère selon les pays, avec des difficultés spécifiques à chaque contexte notamment en raison de la diversité des acteurs impliqués. Sur la base de cette expérience, le CLEAR FA a organisé ce panel de discussion pour (i) un partage d'expérience dans le domaine de l'institutionnalisation du S&E à travers des études de cas et (ii) une stimulation de la réflexion sur les approches théoriques et les modalités pratiques de l'institutionnalisation du S&E en Afrique francophone.

Intervenants



M. Abdoulaye Gounou, Chef du Bureau de l'Évaluation des Politiques Publiques et de l'Analyse de l'Action Gouvernementale (C-B.E.A.) du Bénin



M. Bali Andriantseheno, Ing. MPDI, Coordonnateur Général de Programme de Réformes pour l'Efficacité de l'Administration (PREA) de Madagascar



Dr Edoé Djimiri Agbodjan, Ph.D, Coordonnateur Center for Learning on Evaluation and Results - Francophone Africa (CLEAR FA)



M. Nandrot Marat Abyla, Abaya, Directeur Général de l'Évaluation des Politiques Publiques (DGEPPE) du Gabon

Moderateur



Dr Miché Ouédraogo, Spécialiste en Suivi et Évaluation au CLEAR FA - Banque mondiale.

Approche méthodologique

Afin de permettre que la thématique débattue soit abordée dans tous ses aspects, et que l'expérience de l'institutionnalisation de l'évaluation dans chaque cas pays soit partagée, le panel de discussion a consisté en une série de questions adressées à chaque paneliste, par le modérateur Dr Miché Ouédraogo avec des temps de parole accordés. Chaque paneliste a ainsi pu exprimer son point de vue sur l'importance de l'institutionnalisation avant de partager l'expérience de son pays. Après ces échanges, l'occasion a été donnée aux participants de donner leur avis et expériences sur le sujet et de poser des questions auxquelles les panelistes ont apporté des éléments de réponse. Un dernier tour de table a ensuite été fait pour recueillir les recommandations des panelistes avant la synthèse des échanges et la clôture du webinaire.

Résumé du panel

La question de l'institutionnalisation de l'évaluation dans les pays francophones d'Afrique a été abordée sous quatre aspects :

- ➔ Pourquoi il est important aujourd'hui pour les pays francophones d'Afrique d'aller vers l'institutionnalisation du S&E de leurs politiques publiques ?
- ➔ Quel est le rôle que le CLEAR FA joue dans ce processus ?
- ➔ Les études des cas pays : Bénin, Madagascar et Gabon.
- ➔ Quels sont les enseignements pouvant inspirer les autres pays ?

Mais avant d'entrer de plein pied dans le vif du sujet, Dr Edoé Djimiri Agbodjan, Coordonnateur du CLEAR FA a d'abord expliqué ce que l'on entend par « institutionnalisation de l'évaluation » en précisant ses critères de mesure que l'on peut classer en 6 catégories :

- 1- L'ancrage juridique de l'évaluation dans la constitution ou dans les lois spécifiques ;
- 2- L'existence de structures d'évaluation au niveau des différents acteurs ;
- 3- L'accessibilité et la transparence des résultats d'évaluation ;
- 4- L'utilisation des résultats d'évaluations ;
- 5- Des formations et publications en évaluation ;
- 6- Le débat public en matière d'évaluation.

Pourquoi il est important aujourd'hui pour les pays francophones d'Afrique d'aller vers l'institutionnalisation du S&E de leurs politiques publiques ?

Selon Abdoulaye Gounou, l'institutionnalisation de l'évaluation contribue à consolider au niveau des pays la pratique de l'évaluation, la production d'informations d'aide à la décision et l'utilisation en termes de définition de mécanismes pour nourrir les politiques publiques. Il est important pour les pays de canaliser le processus d'institutionnalisation de l'évaluation, de formaliser les différentes méthodes et approches de production des informations venant du suivi et de l'évaluation, de rationaliser l'ensemble des activités et des acteurs qui portent ces activités et d'harmoniser les méthodes et les processus pour produire ces informations.

Pour compléter cette perception de l'importance de l'institutionnalisation de l'évaluation dans les pays francophones d'Afrique, Bali Andriantseheno a rappelé qu'historiquement, les pays anglophones ont une longueur d'avance sur ceux francophones en matière de pratique de l'évaluation, d'où la nécessité d'une institutionnalisation pour rattraper ce retard. Aussi, le système de formation ne propose pas assez de formations pointues dans le domaine de l'évaluation. Pour renchérir, Edoé Agbodjan a précisé qu'en matière d'institutionnalisation de l'évaluation des politiques publiques, il y a aujourd'hui une dynamique différente au niveau de

l'Afrique francophone et de l'Afrique anglophone. En effet, selon le paneliste, dans la majeure partie des pays francophones l'évaluation est inscrite dans la Constitution alors que ça n'a pas toujours été le cas dans les pays anglophones. Il y a certes eu dans ces pays une expérience de travail collaborative entre l'administration et les universitaires qui a favorisé l'application de la recherche dans la mise en œuvre de politiques publiques et qui a donc suscité l'évolution de la culture évaluative. En revanche dans l'Afrique francophone, nous allons vers la mise en place des règles (insérées dans les Constitutions) et ensuite, il s'agit de travailler pour que cela devienne une réalité. Enfin, au-delà des apports importants de l'institutionnalisation de l'évaluation dans la prise de décisions stratégiques pour les pays francophones, Nandrot Marat a insisté sur cet ancrage de l'évaluation dans les textes de loi fondamentaux (Constitution) des pays francophones d'Afrique. L'évaluation des politiques publiques contribue donc à véhiculer un certain nombre de valeurs (éthique, équité, redevabilité, efficacité, transparence) de l'action publique.

Quel est le rôle que le CLEAR FA joue dans ce processus ?

Le Coordonnateur de CLEAR FA, Dr Djimiri Edoé Agbodjan, a ensuite présenté le travail du Centre qui est d'accompagner les pays vers cette institutionnalisation de l'évaluation. Le CLEAR FA agit aujourd'hui à 3 niveaux :

Création du cadre réglementaire / d'un environnement favorable à l'évaluation (référentiel).

Cela passe par l'élaboration des PNE, des guides et outils, les diagnostics des capacités nationales d'évaluation, etc. ;

Renforcement des capacités individuelles

Cela passe par le développement de formations déroulées dans un certain nombre de pays, en l'occurrence des formations avec plus d'impact comme le programme Jeunes Professionnels ou le PREFAEI ;

Production et dissémination des connaissances.

Cela passe par l'appui aux Journées Nationales de l'Évaluation et autres événements de partage de connaissance comme la semaine gLOCALe, etc. Il y a notamment eu la mise en place d'un observatoire pour visualiser en temps réel les produits de connaissance et nouvelles règles générées dans les pays et visant à encadrer l'action d'institutionnalisation de l'évaluation.

<https://www.facebook.com/ProjetClear.CESAG>

[clear-francophone-afrique](https://clear-francophone-afrique.com)

https://twitter.com/FA_CLEAR

La série de webinaires de CLEAR FA d'une part offre un cadre d'échange et de partage d'expériences sur les enjeux et tendances émergentes de développement de la culture et des capacités évaluatives en contextes francophones africains ; et d'autre part participe au maintien à jour des connaissances et compétences des professionnels et praticiens de l'évaluation. Abonnez vous à ce rendez-vous trimestriel et suivez nous sur nos réseaux sociaux pour faire partie de la communauté et vous tenir informé(e).

Institutionnalisation de l'évaluation dans les pays francophones d'Afrique : un processus, divers cheminements et le défi des acteurs.

2

Panel de discussion
10ème conférence de l'AFREA

Les études des cas pays : Bénin, Madagascar et Gabon.



Bénin

L'expérience de l'institutionnalisation de l'évaluation au Bénin a été présentée par M. Abdoulaye Gounou. Selon le paneliste, le Bénin a bénéficié d'un environnement favorable au processus émergent car ayant reçu l'appui des gouvernements. Il y avait donc la volonté politique qui a été un facteur déterminant. Le principe de G4R mis en place par l'UEMOA doit faire du Bénin est l'un des acteurs ayant favorisé l'institutionnalisation de l'évaluation. Les pays se sont engagés sur cette expérience qui au regard des ambitions nationales a montré un certain nombre de limites parce qu'ayant mis en lumière un déficit d'informations fiables d'aide à la prise de décisions pour une bonne gouvernance. Il fallait donc aller chercher du côté de l'évaluation pour compléter ce que la GAR apportait.

Voici concrètement ce que le Bénin a fait pour en arriver ce niveau d'institutionnalisation :

Voici concrètement ce que le Bénin a fait pour en arriver ce niveau d'institutionnalisation :

- ➔ Diagnostic des capacités nationales en matière d'évaluation permettant de savoir qui sommes-nous en tant que pays ;
- ➔ Organisation stratégique (ligne de conduite globale au regard des résultats du diagnostic, mise en place d'instruments permettant de corriger les faiblesses identifiées dans le diagnostic, élaboration d'une PNE définissant notamment les acteurs de l'évaluation dans le pays et leurs rôles et responsabilités, mis en place d'un Conseil national de l'évaluation) ;
- ➔ Mise en place des normes et standards méthodologiques et méthodes d'évaluation, base de données de publication des informations.
- ➔ Organisation opérationnelle (production des évaluations dans 14 secteurs publics, ...)
- ➔ Mise en place de programmes de renforcement de capacités au niveau national (formations universitaires, séminaires et ateliers spécialisés, journées béninoises de l'évaluation.)
- ➔ Construction de partenariats en évaluation pour apprendre des expériences extérieures afin d'améliorer le processus interne. (partenariat Afrique du Sud, Bénin, Ouganda à travers le programme Iwende libele, partenariat avec l'ensemble des pays de l'UEMOA grâce au programme WACIE).

Institutionnalisation de l'évaluation dans les pays francophones d'Afrique : un processus, divers cheminements et le défi des acteurs.



Madagascar

Le cas de Madagascar a été exposé par le paneliste Bati Andrianantenano, Coordonnateur Général du Programme de Réformes pour l'Efficacité de l'Administration (PREA) de Madagascar. Il fait remarquer que Madagascar est l'un des exemples de pays africains où l'évaluation est inscrite dans la Constitution. C'est l'Assemblée nationale qui revient le pouvoir d'évaluer les politiques publiques avec l'appui de la Cour des Comptes. La difficulté est que cet ancrage constitutionnel est différemment interprété selon les parties prenantes. Il semble en effet que le parlement veuille avoir le monopole des initiatives d'évaluation, des politiques publiques. Les autres parties prenantes (société civile, partenaires techniques et financiers, acteurs privés) se retrouvent quelque peu exclus du processus évaluatif. Cette position du parlement empêche également le gouvernement lui-même d'entreprendre des exercices d'auto-évaluation des politiques publiques. Tel est le principal défi de Madagascar pour finaliser et surtout légitimer sa PNE qui est pratiquement à 95% de réalisation avec l'appui de CLEAR FA. Une fois que l'interprétation de la Constitution sera harmonisée au niveau national, il faudra aller vers le renforcement des capacités des acteurs. Le PNUD, l'UNICEF et CLEAR FA appuient déjà le processus d'institutionnalisation de l'évaluation à Madagascar. D'autres partenaires sont espérés pour l'atteinte des objectifs d'institutionnalisation de l'évaluation dans le pays.



Gabon

Le Directeur Général de l'évaluation des Politiques Publiques (DGPEPP), Nandrot Marat a expliqué que 2 principaux acteurs ont fait le pladoyer auprès des autorités pour que l'évaluation soit développée au Gabon. Il s'agit de la Société Gabonaise de l'Évaluation et de la Cour des Comptes. Il faut également noter la volonté politique affirmée du Chef de l'Etat qui a fait de la bonne gouvernance une priorité. Au nombre des actions marquantes du processus d'institutionnalisation de l'évaluation des politiques publiques au Gabon, on peut citer : l'inscription de l'évaluation dans la Constitution du Gabon, l'instauration des Journées Nationales de l'Évaluation en 2015, la création d'un Ministère dédié à l'évaluation des politiques publiques, la création d'une Direction Générale de l'Évaluation des politiques publiques, la Direction Générale du Suivi-Evaluation au sein du Secrétariat Général du Gouvernement et enfin la mise en place de cellules de suivi-évaluation dans les ministères sectoriels.

Les acteurs clés de l'évaluation des politiques publiques au Gabon sont : la Direction Générale de l'Évaluation des Politiques Publiques, la Direction générale du Suivi-évaluation, le Parlement à travers l'Assemblée nationale, la Cour des Comptes, la société civile et les autres partenaires techniques et financiers.

En ce qui concerne les défis de l'institutionnalisation de l'évaluation des politiques publiques au Gabon, une étude réalisée par l'UNICEF en 2019 révèle une culture de l'évaluation très peu répandue dans le pays. Plusieurs acteurs pratiquent en effet l'évaluation, mais en général les pratiques ne sont ni encadrées ni régularisées, avec un manque de coordination et de synergie d'action. Comme autre défi, il y a l'insuffisance de ressources (financières et humaines). Il y a également la non-disponibilité d'une PNE. L'une des recommandations des cinquièmes JNE est l'élaboration d'une PNE. Avec l'appui de CLEAR FA et d'autres partenaires, une feuille de route a été établie à cet effet, puis soumise au Gouvernement national. La première étape de cette feuille de route qui est la formation des points focaux nationaux de suivi-évaluation a été exécutée. Un comité de pilotage a ensuite été mis en place pour la conduite des autres étapes à savoir le diagnostic national sur l'évaluation des politiques publiques, les concertations des acteurs nationaux et l'élaboration et la mise en place d'un plan de renforcement de capacités.

Panel de discussion
10ème conférence de l'AFREA

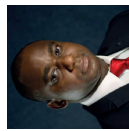
3

Quels sont les enseignements pouvant inspirer les autres pays ?



M. Abdoulaye Gounou, Chef du Bureau de l'Évaluation des Politiques Publiques et de l'Analyse de l'Action Gouvernementale (C-B.E.A.) du Bénin

préconise de disposer d'un système national d'évaluation robuste qui produise des évidences, détermine un mécanisme de diffusion des données produites et d'en tirer des enseignements pour l'amélioration des politiques publiques. Ce n'est qu'alors que l'on peut parler d'institutionnalisation de l'évaluation. Il propose également de prendre en compte les éléments intangibles comme la volonté politique (tant pour la conduite des évaluations que l'utilisation des données probantes dans la prise de décisions), ainsi que la volonté des administrations à divers niveaux et une bonne gouvernance. Selon le paneliste, ce n'est que lorsque ces conditions seront réunies que la promotion de l'évaluation pourra être accueillie dans le pays.



M. Nandrot Marat Abalya Abala, Directeur Général de l'Évaluation des Politiques Publiques (DGPEPP) du Gabon

pense, au regard de l'expérience de son pays, qu'il faut mettre l'accent sur la culture de l'évaluation et l'inciter aux acteurs, sans quoi l'institutionnalisation serait utopique.



M. Bati Andrianantenano, Coordonnateur Général du Programme de Réformes pour l'Efficacité de l'Administration (PREA) de Madagascar

propose en plus de ces conditions, d'arriver à une interprétation uniforme des rôles et responsabilités de chaque acteur de l'évaluation des politiques publiques au niveau national. Il propose par ailleurs de mettre l'accent lors des renforcements de capacités individuelles sur les occasions pratiques et les opportunités de mise en situation pour compléter les apports théoriques.



Edoé Djimiri Agbodjan, Ph.D., Coordonnateur Center for Learning on Evaluation and Results - Francophone Africa (CLEAR FA)

a résumé les débats en faisant remarquer qu'en matière d'institutionnalisation de l'évaluation des politiques publiques, chaque pays va à son rythme et selon sa trajectoire. Cependant, il précise que la formation est un élément essentiel pour que chaque acteur national joue convenablement son rôle. Ainsi, l'incitation des acteurs doit avoir une place importante dans le processus d'institutionnalisation de l'évaluation des politiques publiques.

Institutionnalisation de l'évaluation dans les pays francophones d'Afrique : un processus, divers cheminements et le défi des acteurs.

4

NOTE D'APPRENTISSAGE DU WEBINAIRE #5 CLEAR FA : « la prise de décision basée sur les résultats d'évaluation en contexte de compétition et d'instabilité politiques ».



C'est pour répondre à ces problématiques, que l'initiative de tenir un webinaire sur cette thématique a vu le jour. L'ouverture de la séance a été faite par le coordinateur CLEAR FA, Dr. Eoé Djimiri AGODJAN qui accueillit les intervenants et procéda à la présentation du modérateur Pr Babibe Serge Auguste Bayala, directeur général du CESAG. Celui-ci, a rappelé brièvement le contexte précédemment évoqué et a mis l'accent sur la nécessité de l'utilisation de données probantes. Selon lui, l'expérience de l'Afrique du Sud en matière de gestion de la crise du VIH SIDA est largement illustratif des conséquences néfastes d'un refus d'utiliser les données probantes. Il a élargi son argumentaire en citant le Premier Ministre de la République de l'Ouganda, Dr Ruhakana Rugunda en ces termes : « L'Afrique doit se développer et pour se faire, elle a besoin d'informer le choix de politiques et de programmes par des données probantes. »

À la suite de son introduction, la parole a été donnée aux six (6) experts qui ont abordé tour à tour, les thématiques suivantes :

- 1 la manifestation de la prise de décision basée sur les données probantes au Burkina Faso, et les effets de l'instabilité politique dans cette complexification de cette prise de décision;
- 2 la prise de décision basée sur des données probantes au Cabo Verde : Mythe ou réalité, défis et avancées ;
- 3 le rôle de la compétition politique dans la prise de décision basée sur les preuves ; et le rôle à jouer/joué par l'APNODE, les Assemblées nationales ;
- 4 les défis de la prise de décision basée sur les preuves face aux problématiques du genre en Afrique de l'Ouest ; et état des lieux de la participation de la société civile ouest africaine pour faciliter cette prise de décision ;
- 5 la place de la décision basée sur les preuves dans la mise en œuvre des réformes de modernisation de l'Etat au Niger bénéficiant aux décisions basées sur des preuves ;
- 6 les actions entreprises par le Bénin pour faciliter une prise de décision basée sur les résultats d'évaluation dans la définition et la mise en œuvre de son plan de développement ; et le défi des interférences politiques;
- 7 les recommandations à l'endroit des évaluateurs et des décideurs pour faciliter la prise de décision qui est, basée sur les preuves en dépit des défis politiques et sécuritaires.

<https://www.facebook.com/ProjetClearCESAG>
[ProjectClear.CESAG](https://www.facebook.com/ProjetClearCESAG)
[clearfrancophone-afrique](https://www.facebook.com/ProjetClearCESAG)
[clear](https://www.facebook.com/ProjetClearCESAG)
[clear](https://www.facebook.com/ProjetClearCESAG)

La série de webinaires de CLEAR FA d'une part offre un cadre d'échange et de partage d'expériences sur les enjeux et tendances émergentes de développement de la culture et des capacités évaluatives en contexte francophone africain ; et d'autre part participe au maintien à jour des connaissances et compétences des professionnels et praticiens de l'évaluation. Abonnez-vous à ce rendez-vous trimestriel et suivez nous sur nos réseaux sociaux pour faire partie de la communauté et vous tenir informé(e).

2

La prise de décision basée sur les résultats d'évaluation en contexte de compétition et d'instabilité politiques

Note d'apprentissage
Les Webinaires de CLEAR FA #5

#5 LES WEBINAIRES DU CLEAR FA



clear
Centre for Learning and Evaluation in Africa

GEI
Global Evaluation Initiative

CESAG

La prise de décision basée sur les résultats d'évaluation en contexte de compétition et d'instabilité politiques

06 AVRIL 2022, 14h00 - 15h30 GMT

Objectif

Ce webinaire a été organisé par CLEAR FA dans le cadre de sa série "Les Webinaires de CLEAR". Ils offrent d'une part un cadre d'échange et de partage d'expériences sur les enjeux et tendances émergentes de développement de la culture et des capacités évaluatives dans le contexte de l'Afrique francophone ; et d'autre part participent, au maintien à jour des connaissances et compétences des professionnels et praticiens de l'évaluation. Lors de ce 5ème Webinaire, l'objectif général était d'aborder le lien entre les résultats des évaluations et les processus sécuritaires et particulièrement leurs influences sur les résultats des élections. Plus spécifiquement, il s'agissait de voir (i) Comment les résultats des évaluations influencent les élections en Afrique ; (ii) d'appréhender leur impact sur l'opinion publique et particulièrement sur les décideurs et leurs décisions.

Description de la méthodologie

Pour aborder la thématique et permettre à chaque panéliste de partager son expérience, sa réflexion et ses recommandations, le webinaire a consisté en une série de questions adressées à chaque panéliste, par le modérateur, le Pr Babibe Serge Auguste BAYALA. Chacun d'eux, sur la base d'un temps de parole accordé, a abordé les questions selon sa position et au regard de son expérience. Ces échanges ont été suivis de questions-réponses avec le public. À la suite de cela, un dernier tour de table a été fait pour recueillir les recommandations des panélistes. Finalement, une synthèse du modérateur sur les aspects clés des échanges a permis de clore le webinaire, après avoir remercié chaleureusement la participation effective de tous les panélistes, en dépit de leurs agendas respectifs chargés.

Résumé du webinaire

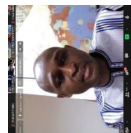
La gestion des Etats en Afrique francophone compose avec des enjeux de plus en plus complexes ainsi que des problématiques politiques qui échappent bien souvent à la rationalité qui fonde la logique évaluative et la gestion axée sur les résultats. De la crise de la COVID-19, aux questions monétaires, en passant par les crises sociales, politiques, économiques, migratoires, démographiques, ainsi que les défis sécuritaires, l'Afrique francophone se présente comme un environnement politique éminemment incertain, où la prise de décision est conditionnée par une complexité de paramètres. Comment utiliser les évidences dans ce contexte, lorsque les décideurs soumettent au débat leur bilan, ou mettent en jeu leur légitimité devant leurs administrateurs, les législateurs ou le peuple ; lorsqu'ils doivent faire converger le temps court du politique avec le temps plus ou moins long de la production de l'évidence ; lorsqu'ils doivent préserver leur carrière, leur mandat d'élu, leur réputation, leur influence politique, etc. ? Par ailleurs, comment les analystes et les évaluateurs intègrent-ils cette réalité et font-ils face aux pressions parfois hostiles induites dans l'exercice de leur fonction ?

- Intervenants**
-  Dr. Scholé Ahi SSOMÉ
Ministre de l'Économie, des
Finances et de la Prospective
BURKINA FASO
 -  M. Vitor Borges
Ex-Ministre de l'Éducation et de
la Formation des Ressources
Humaines, des Affaires
Coopération et Communales
CAB VERDE
 -  M. Amadou Ouamaro SALEY
Haut-commissaire à la
Modernisation de l'Etat
NIGER
 -  Hon. Ewe FOKOSSÉ DOUMBE
Député à l'Assemblée nationale
et membre du APNODE
CAMEROUN
 -  Mme. Nady FALL FALL
Présidente d'opinion de
l'Association des Femmes de
l'Afrique de l'Ouest (AFWAOWA)
SÉNÉGAL
 -  Pr. Abassé ALIUSTO
Directeur de Cabinet du Ministre
d'Etat, Ministre du Développement
et de la Coopération de l'action
internationale
BÉNIN
 -  Pr. BABIBE SERGE
AUGUSTE BAYALA
Directeur général du CESAG

Points saillants

Il ressort des échanges qu'il existe un lien possible entre les résultats des évaluations et les élections en Afrique et un souci réel d'utilisation de données probantes dans le cadre de la prise en compte des décisions et cela à des niveaux divers selon les différents pays. Dans certains, le cadre est suffisamment avancé, pour d'autres il est encore à un stade embryonnaire mais il reste entendu de façon globale, que les défis à relever restent encore importants. Selon les panelistes, ils concernent l'institutionnalisation du S&E, la quête de transparence afin d'arriver à une appropriation de l'évaluation elle-même par les différentes parties prenantes qu'elles soient politiques, administratives, voire par la population de façon générale, de sorte qu'elle puisse servir les propos et les objectifs de développement. Ce qui les a amenés à formuler un certain nombre de recommandations (voir plus bas).

Recommandations formulées



Dr. KOGBYADA, directeur général de l'Economie et de la Prospective du Burkina Faso, **ministre de l'Economie, des Finances et de la Prospective du Burkina Faso**, **Dr. Seglario Abel SOMÉ**, préconise de faire de l'évaluation, un processus suffisamment inclusif et qui garantisse que les résultats issus de ce processus, puissent être suffisamment étayés au point que cela serve d'éléments pour produire des données probantes qui devraient permettre d'être une source fiable d'information mais également objective et nécessaire à l'intervention des acteurs politiques. Voilà donc l'élément clé. Mais aussi, les défis sécuritaires ne devraient pas venir perturber globalement le processus de planification du développement qui devrait être suffisamment stable pour permettre aux acteurs, chacun donc, de contribuer de sa manière.

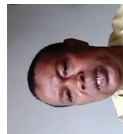


M. Victor Borges, ex-ministre de l'Éducation et de la Valorisation des ressources humaines et des Affaires étrangères, Coopération et Communautés, Cabo Verde préconise d'avoir une approche holistique pour changer la chose. Parmi le large choix qui s'offre, ce sera le renforcement des capacités de façon cohérente et consistante et pas une opération ponctuelle. Renforcement des capacités des partis politiques, tous au pouvoir ou à l'opposition, de l'administration, du parlement, des cours des comptes etc. pour qu'en réalité on puisse avoir une culture qui à court ou moyen terme, puisse changer naturellement les choses. Ainsi, quand on aura à prendre une décision, les gens se diront mais attendez, il faut que l'on puisse voir comment ça marche vraiment. Il faut que ça devienne un réflexe.

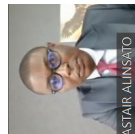


Honorable POKOSSY DOUMBE, député à l'Assemblée nationale du Cameroun – **vice-présidente de l'APNODE** aborde sa recommandation à l'endroit de deux acteurs : les évaluateurs mais aussi les décideurs. Pour les évaluateurs, il vaudrait mieux ou plus, vulgariser la culture de l'évaluation au sein de nos sociétés. Mieux encadrer les parlementaires par des séminaires, par des rencontres pour instaurer au sein de nos parlements la culture de l'évaluation. Pour cela, il faudrait justement que les parlementaires maîtrisent réellement l'évaluation et s'approprient ce concept. Pour les décideurs, il faudrait que dans un contexte comme le nôtre, que nous sentions la nécessité d'une prise de décision basée sur les données probantes pour orienter les politiques publiques afin que celles-ci profitent réellement à nos populations pour leur bien-être. Il faut qu'on tienne compte des besoins des populations basés sur les recherches, sur les résultats de ces recherches etc. Il doit avoir une synergie d'actions entre le Parlement, l'exécutif, et le judiciaire. Cela est important, pour que les données probantes qui nous soient données soient réellement implémentées. Il faut donc une synergie d'actions et une collaboration sur la base d'une confiance pour que nous sachions que l'évaluation n'est pas un contrôle, in fine une sanction, mais le réajustement des politiques publiques.

Quels sont les enseignements pouvant inspirer les autres pays ?



M. Amadou SALEY OUMAROU, haut-commissaire à la Modernisation de l'État du Niger préconise l'institutionnalisation pour ne pas dire la systématisation de la théorie de changement avant l'élaboration et la mise en œuvre de toute réforme, de tout chantier et de toute transformation publique. La théorie de changement a le mérite de permettre de connaître d'où on part, quel est l'état des lieux, quelles sont les préconditions à remplir, afin de définir les changements qui sont véritablement attendus. Aujourd'hui nous avons vu que toutes les politiques publiques et toutes les questions qui font objet d'évaluation et pour lesquelles la théorie de changement n'a pas été définie, on éprouve énormément de difficultés pour faire les évaluations. Je pense donc que la constitution de la théorie de changement permettra à rien point douter, de faciliter les évaluations, de disposer des données probantes puisqu'en elle-même, elle constitue une preuve palpable.



Pr. Alastair ALINSSATO, directeur de cabinet du ministre de l'État, ministre du Développement du Bénin, Coordinateur de l'action gouvernementale du Bénin, insiste sur le renforcement de capacités. Il est impérieux que les acteurs impliqués dans la conduite opérationnelle des politiques publiques soient suffisamment capotés et aient une bonne appropriation de la notion d'évaluation d'impact, de l'évaluation, afin de pouvoir l'entreprendre. Nous aurons beau crier sur tous les toits, avoir un cadre réglementaire approprié, si les acteurs concernés ne sont pas formés, ils ne présenteront aucun intérêt pour le processus d'évaluation. Je voudrais donc insister sur le renforcement de capacités.

Témoignages et remerciements

« Je suis d'accord avec l'excellence du cap vert, des dispositifs institutionnels et réglementaires existant de plus en plus mais la pratique de l'évaluation demeure faible. »

Jean Stanislas OUEDRAOGO,
Consultant/spécialiste en Suivi-Evaluation

« Je crois qu'en lien avec le genre, l'un des grands défis est la disponibilité des données sexo-spécifiques (HF) en vue de corriger les inégalités. »

Amédour HADARA, Conseiller technique au Cabinet du Premier ministre, Mali, spécialiste en suivi-évaluation

« Il est souhaitable que APNODE et AITEA travaillent plus en synergie et articulent leurs activités pour que les réseaux et associations nationales (CaDEA, REUSE, etc.) membres de AITEA, puissent travailler en symbiose systématiquement. Rappelons que la Conférence constitutive de APNODE a eu lieu lors de la 7^{ème} conférence de AITEA à Yaoundé en 2014. »

Boureima GADO, Ancien SG de AITEA

« Félicitations à CLEAR-CESAG pour ce webinar. Merci à M. Borges pour ces commentaires et suggestions pour renforcer l'évaluation Made in Africa. Je profite pour partager le travail en cours de AITEA pour promouvoir et renforcer l'« Evaluation Made In Africa » (Évaluation dans le Contexte Africain). Nous avons développé un document sur les Principes Africains de l'Évaluation à prendre en compte dans la conception et la conduite des évaluations à tous les niveaux dans les systèmes nationaux d'évaluation. Prière me contacter (simyassah@aitea.org) si vous souhaitez avoir une copie du document ou visiter notre site web www.aitea.org. »

Sim-Yassah, Chef du Secrétariat de l'Association Africaine de l'Évaluation (AITEA)

« Très bonne thématique qui est d'actualité et qui mérite un approfondissement surtout en Afrique. Merci à nos illustres intervenants. »

Koffi Armel WOGHAW

« Je tiens à remercier les organisateurs pour ce webinar très instructif. »

Aya Marie Rolande YAO,
Gestionnaire, actuellement inscrite en économie de la santé au CESAG

« Merci. La stratégie africaine d'amélioration de l'utilisation des données probantes dans la prise de décision doit axer ses actions sur :

- la vulgarisation de la pensée évaluative pour faciliter la prise en compte des évaluations dans les actions quotidiennes, dans les actions publiques, communautaires et privées ;

- l'insaturation de la prise en compte obligatoire de la Théorie du changement cadre favorable pour la recherche-évaluation qui facilitera la production des données probantes/évidences ;
- l'intégration de l'ICTAD pour améliorer les processus de production des données probantes/évidences.

Azeufouel ALAIN SIMPLICE,
Programme Associate M&E at UN World Food Programme WFP

« Toutes mes félicitations à l'endroit des panelistes mais aussi aux organisateurs c'est instructif. »

Mor'Akoye DIOF, étudiant à l'Université Cheikh Anta Diop

Formations CLEAR FA 2022: le catalogue est publié

Un programme d'excellence de formations et de renforcement de capacités, innovant, complet, spécialisé et professionnalisant pour les métiers de l'évaluation. Le dispositif de formation en présentiel, en E-Learning ou en ligne ou à distance permet à l'apprenant de se connecter à l'Environnement Numérique de Travail de CLEAR Afrique francophone, logé au CESAG, à Dakar au Sénégal, à tout moment et où qu'il soit pour accéder au contenu pédagogique et se former à son propre rythme, tout en bénéficiant de l'accompagnement des Experts du Centre. L'accessibilité, la flexibilité, la personnalisation et l'autonomie en sont les principaux atouts.

Le programme est constitué de formations à la carte et de formations sur mesure spécialisées, d'enseignements spécifiques, d'enseignements méthodologiques et d'options de spécialité.

Les outils nécessaires à la bonne compréhension du suivi et de l'évaluation sont contextualisés et mis en situation par des exercices et des études de cas.

La formation s'appuie sur un contenu textuel régulièrement actualisé et développé, riche de ressources documentaires, complétées par de nombreuses références vers des ressources en ligne.

La formation nécessite un temps de travail personnel important et régulier. Ce programme vise aussi bien les professionnels que le monde étudiant. Il est disponible en ligne et on peut le Télécharger en PDF.



clear **CESAG** **GEI Global Evaluation Initiative**

APERÇU DE FORMATION

De plus en plus d'organisations et projets cherchent à mener des évaluations pour apprécier les performances et améliorer leurs pratiques. Toutefois, l'évaluation est un domaine complexe et difficile à maîtriser dans les pays francophones d'Afrique. Cette situation est essentiellement responsable de l'échec de nombreuses tentatives de mise en œuvre de projets de développement. Avec la présente offre de formation, les professionnels de l'évaluation d'impact ont l'opportunité de bénéficier d'un accompagnement personnalisé et de qualité d'experts internationaux.

OBJECTIFS D'APPRENTISSAGE

A l'issue de la formation, le participant sera en mesure de :

1. présenter le contexte, les valeurs et les défis liés à l'évaluation d'impact en Afrique francophone ;
2. analyser les approches conceptuelles en relation avec l'évaluation d'impact ainsi que l'approche méthodologique et les approches y afférentes ;
3. se servir de manière critique des méthodes de mesure d'impact existantes (DICT), la méthode de l'impact attribuable, la méthode des équipements, la méthode des variables multiples et autres méthodes de l'Equipe Africaine de l'ICFA, etc ;
4. expliquer les principes et enjeux éthiques en matière d'évaluation d'impact ;
5. concevoir son vision ou son plan de communication des évaluations d'impact et dans le monde.

PUBLIC CIBLE

La formation est destinée aux praticiens de l'évaluation dans les structures gouvernementales et autres organisations, qui consultent en S&E, aux universitaires.

METHODOLOGIE

Le séminaire est axé à travers :

- des présentations, des lectures dirigées, des travaux en petits groupes et des discussions en classe ;
- des études de cas liées à l'expérience en Afrique francophone.

Les apprenants seront en mesure de développer des outils pour résoudre des problèmes pratiques. Les outils et enjeux rencontrés dans les cas présentés sont discutés, ce qui permet de développer collectivement des solutions d'action.

INSCRIPTIONS ET RENSEIGNEMENTS

Inscription : inscriptions@clearafricain.org

Pour plus d'informations nous contacter au : communications@clearafricain.org / T4 : (+221) 33 839 74 74

CONDICTIONS FINANCIERES Le coût de la formation est de 550 000 F CFA	CONDICTIONS FINANCIERES Le coût de la formation est de 1 500 000 F CFA
INCLUS ✓ les frais de formation ; ✓ les frais d'hébergement et de restauration pendant le séjour ; ✓ l'accès à une multitude de ressources documentaires disponibles ; ✓ un cocktail d'experts.	INCLUS ✓ les frais de formation ; ✓ les frais de transport ; ✓ les frais de l'achat d'un kit d'analyse de données ; ✓ le Bonus d'un Equipe d'analyse de données ; ✓ 2 semaines de suivi et d'accompagnement pendant les jours du séminaire en présentiel ; ✓ un cocktail d'experts.
EXCLUS ✗ les frais de voyage d'arrivée et de départ ; ✗ les dépenses pour l'achat de documents et des repas pris en dehors de ceux offerts par CLEAR ; ✗ l'assurance médicale et les autres assurances.	EXCLUS ✗ les frais de voyage d'arrivée et de départ ; ✗ les dépenses pour la couverture des documents et des repas pris en dehors de ceux offerts par CLEAR ; ✗ l'assurance médicale et les autres assurances.
LA DATE LIMITE D'INSCRIPTION 05 SEPTEMBRE 2022	LA DATE LIMITE D'INSCRIPTION 05 SEPTEMBRE 2022
LA DATE LIMITE DE PAIEMENT DE LA FORMATION 05 SEPTEMBRE 2022	LA DATE LIMITE DE PAIEMENT DE LA FORMATION 05 SEPTEMBRE 2022

clear **CESAG** **GEI Global Evaluation Initiative**

APERÇU DE FORMATION

La méthode d'évaluation qualitative est une méthode qui permet d'explorer, comprendre et décrire une situation à travers des observations, des entretiens et des documents. Cette méthode est souvent utilisée à des fins de recherche exploratoire. Le but de la formation est de permettre aux participants de comprendre les principes de la méthode qualitative et de l'appliquer dans leur contexte professionnel. Cette formation est développée pour donner aux évaluateurs les compétences clés dont ils ont besoin pour mener à bien une évaluation qualitative.

OBJECTIFS D'APPRENTISSAGE

A l'issue de la formation, le participant sera en mesure de :

1. planifier une évaluation basée sur la méthode qualitative ;
2. contrôler les critères d'évaluation relatifs à la méthode qualitative ;
3. formuler des questions d'évaluation qualitatives ;
4. maîtriser les méthodes de collecte des données qualitatives ;
5. collecter et traiter des données qualitatives ;
6. maîtriser la logique de traitement des données qualitatives NVIVO ;
7. analyser des données qualitatives ;
8. présenter et interpréter les résultats.

PUBLIC CIBLE

La formation nécessite des prérequis notamment une formation de base en évaluation comme le suit l'évaluation est sur les résultats. Elle est destinée aux praticiens de l'évaluation dans les organisations publiques comme privées, aux consultants en S&E, aux universitaires, aux directeurs, gestionnaires, analystes et planificateurs de projets.

METHODOLOGIE

L'approche pédagogique sera axée sur cette formation, l'interaction du cours à travers les supports de présentation, les lectures dirigées, des travaux d'équipe et discussions en classe.

INSCRIPTIONS ET RENSEIGNEMENTS

Inscription : inscriptions@clearafricain.org

Pour plus d'informations nous contacter au : communications@clearafricain.org / T4 : (+221) 33 839 74 74

CONDICTIONS FINANCIERES Le coût de la formation est de 650 000 F CFA	
INCLUS ✓ les frais de formation ; ✓ les frais d'hébergement ; ✓ 2 semaines de suivi et d'accompagnement pendant les jours du séminaire en présentiel ; ✓ un cocktail d'experts.	EXCLUS ✗ les frais de voyage d'arrivée et de départ ; ✗ les dépenses pour la couverture des documents et des repas pris en dehors de ceux offerts par CLEAR ; ✗ l'assurance médicale et les autres assurances.
LA DATE LIMITE D'INSCRIPTION 01 AOÛT 2022 à 17H00 GMT	
LA DATE LIMITE DE PAIEMENT DE LA FORMATION 08 AOÛT 2022 à 17H00 GMT	

Agenda



Table ronde sur la PNEVAL de Madagascar

Processus est en cours.

Dans le cadre du plaidoyer sur la PNEval de la République de Madagascar, il est prévu une table ronde avec les parties prenantes. Auparavant, une communication verbale destinée à être présentée au Conseil des Ministres, a été signée par la ministre de l'Economie et des Finances. Elle doit être transmise au Premier Ministre en vue de sa présentation au Conseil des Ministres. Le processus est en cours.

Formations CLEAR FA



SUIVI ET EVALUATION AXÉS SUR LES RÉSULTATS EN AFRIQUE FRANCOPHONE (SERAF)

En ligne

26 Septembre 2022

En présentiel

12 Septembre 2022



METHODES D'EVALUATION D'IMPACT : LA DOUBLE DIFFERENCE

24 Octobre 2022



LES FONDAMENTAUX DU SUIVI ET ÉVALUATION : CONCEPTS, MÉTHODES ET APPROCHES

07 Novembre 2022



APNODE

African Parliamentarians' Network on Development Evaluation
Réseau des Parlementaires africains pour l'évaluation du développement

7ème Assemblée Générale Annuelle de l'APNODE

05 Août 2022

à la Chambre des Conseillers, Rabat, Royaume du Maroc

Thème : Engagement public parlementaire efficace pour
un développement inclusif

CLEAR FA apporte son appui à l'événement et y présidera un panel sur le
thème « *Repenser l'action parlementaire en réponse aux crises* ».



CLEAR (Center for Learning on Evaluation and Results – Centre de formation sur l'évaluation et les résultats) est une initiative globale dont l'objectif est d'aider les pays en développement à renforcer leurs capacités en matière de suivi et d'évaluation (S&E) et en gestion axée sur les résultats de développement (GRD)

Le Centre Africain d'Etudes Supérieures en Gestion (CESAG) a été retenu pour abriter le centre CLEAR de l'Afrique francophone (CLEAR FA) à travers un processus extrêmement sélectif. Le centre CLEAR FA, logé au CESAG, couvre ainsi toute la zone francophone de l'Afrique.

En effet, dans le cadre de la mise en œuvre de sa mission, le CESAG développe des projets structurant en vue de mieux répondre aux besoins spécifiques de compétences pour le développement.

Le Centre dédié à la zone Afrique francophone, le CLEAR-FA (Pour Francophone Africa), renforce les capacités et les systèmes nationaux de Suivi et évaluation et gestion de la performance à travers quatre (4) axes d'intervention :

- 1** Développer la culture de la décision basée sur des preuves par l'appui au développement des systèmes nationaux d'évaluation
- 2** Renforcer les capacités des cadres et spécialistes en suivi et évaluation grâce au renforcement des capacités individuelles par la formation
- 3** Générer des connaissances à travers la recherche appliquée et le développement des connaissances
- 4** Partager les connaissances par la promotion de l'évaluation et la dissémination des connaissances



Global Affairs
Canada



WORLD BANK GROUP
World Bank • IFC • MIGA



Inter-American
Development Bank



Ministry for Foreign
Affairs of Finland



Ministry of Foreign Affairs of the
Netherlands



Sida





www.clearfa.org

CESAG, Boulevard du Général de Gaulle x Malick SY
B.P. 3802, Dakar, Sénégal
clear@cesag.edu.sn
Tél: (+221) 33 839 74 74